

Questions orales

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, les députés...

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Mesdames et messieurs, mes frères et sœurs.

Des voix: Bravo!

M. Regan: On n'a jamais dit plus vrai depuis que je suis ici que...

M. Mulroney: John est impressionné.

M. Regan:... lorsque le député a dit que l'un de nous deux ne comprend pas la situation, et c'est lui, je puis vous l'assurer sans l'ombre d'un doute, monsieur le Président.

M. Hnatyshyn: Vous n'avez rien à craindre, Gerry.

M. Regan: Examinons un instant ce que vient de dire le député. Selon lui, même s'il y a quelque avantage pour le Canada et les travailleurs canadiens à conclure un accord de libre-échange concernant un produit, et même si cette mesure permettra de protéger des produits et des emplois canadiens, il ne faut pas discuter de cette possibilité avec les Américains s'ils prennent des mesures protectionnistes concernant quelque autre produit que ce soit. Si ce n'est pas là la pensée confuse du NPD, je me demande bien ce que c'est. Je dis que l'acier, l'acier au charbon, est l'un des produits dont nous discutons la possibilité de libérer dès maintenant le commerce avec les Américains parce que nous avons constaté, tandis que le député rêvait toujours, la menace que présente la mesure protectionniste qui fait que l'industrie sidérurgique américaine ne tourne qu'à 50 p. 100 de sa capacité. Nous nous efforçons de lutter contre cela tout comme nous l'avons fait dans le cas de la menace pour le bois d'œuvre tandis que le NPD continue de rêver.

M. Deans: Monsieur le Président, je tiens à dire que le volume et la verbosité ne remplaceront pas le cerveau.

M. Pinard: Plus fort!

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Une fois pour toutes, monsieur le Président, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement entend poursuivre comme il le fait des négociations relativement à d'autres domaines que celui de l'acier Thomas, négociations dont le ministre est parfaitement instruit, en vue de la signature avec les États-Unis d'un accord de libre-échange concernant les ordinateurs et certains produits du même genre, tout en laissant le gouvernement de ce pays imposer des restrictions qui vont réduire au chômage des dizaines de milliers de Canadiens?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce extérieur): En toute déférence, monsieur le Président, je dirai au député que pour ce qui est de juger de ce qu'il y a lieu de faire dans le cadre des négociations avec les Américains pour protéger ces

emplois, je suis mieux placé que lui, lui qui jusqu'à présent ne s'est jamais soucié de ce problème.

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Allons donc, Gerry!

M. Regan: Notre décision de poursuivre des négociations relativement à d'autres secteurs dépendra de l'intérêt qu'ils présentent pour nos travailleurs. Je tiens à dire que nous continuerons de défendre les intérêts des travailleurs des aciéries aussi énergiquement que nous avons défendu ceux des travailleurs de nos forêts.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

DE HAVILLAND—LA VENTE D'APPAREILS À DES SOCIÉTÉS CANADIENNES

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président, la possibilité que de Havilland accuse un manque à gagner de 100 millions de dollars parce qu'elle ne pourrait pas vendre d'appareils à certaines sociétés aériennes au Canada inquiète vivement diverses régions du Canada. Ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne la déclaration qu'il a faite à la Chambre voulant que le gouvernement fédéral ne puisse pas subventionner les sociétés canadiennes qui souhaitent acheter des appareils à de Havilland. Comment le ministre explique-t-il que le gouvernement ait consenti 20 millions de dollars à de Havilland afin qu'elle vende ses appareils à l'Indonésie, alors que nous perdons des emplois au sein de cette société et qu'environ 10,000 emplois sont menacés dans les divers secteurs de notre économie?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, à propos du soutien que notre gouvernement a consenti à de Havilland, si les conservateurs se départaient de leur négativisme, le député constaterait que nous avons grandement aidé l'aéronautique canadienne. Je me rappelle quand l'opposition nous a reproché de venir en aide à Canadair ainsi qu'à de Havilland. Nous avons engagé des centaines de millions de dollars dans ces sociétés, justement, sous forme de capital-actions. Nous les encourageons en outre à se prévaloir des nombreux programmes gouvernementaux qui sont offerts, de façon générale, à l'industrie dans le but d'élargir le marché des exportations canadiennes et d'augmenter la compétitivité de nos entreprises. Toute l'aide que nous accorderons dans l'ensemble à de Havilland se reflétera dans le prix qu'elle pourra demander pour la vente de ses appareils au Canada ou à l'étranger.

Cependant, le député n'ignore pas que la Société d'expansion des exportations offre à toutes les entreprises canadiennes un programme d'aide à l'exportation qui leur permet de mieux soutenir la concurrence étrangère. de Havilland y a également droit.